



Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC... N° 901 du 18 Octobre 2024

# L'ÉVEIL

## de la nation

Hebdomadaire togolais d'information générales - fondé en 2004 | Prix : 250 F CFA

**Togo**  
**Des postes de péage à la pointe des innovations technologiques** P.7



**Le FMI et le Togo**

# Bilan et perspectives d'une coopération stratégique

P.3

**Togo**  
**Dr Sandra Johnson échange avec l'Administrateur du Groupe II de la Banque mondiale** P.2



**Tirage Commun entente 2024**  
**Une édition plus généreuse avec 20 millions à la clé** P.5



**22 NOV 08 DEC 2024**  
**FOIRE INTERNATIONALE DE LOME**  
 Faire de toutes les opportunités

- + 1000 exposants
- + 90 000 m<sup>2</sup> d'espace
- + 500 000 visiteurs

**THÈME :**  
**"NORMES ET QUALITÉS DES PRODUITS ET SERVICES : OUTILS DE COMPÉTITIVITÉ ET D'ACCÈS AUX MARCHÉS CONNECTÉS"**

**MALI** Pays invité d'honneur

(+228) 91 20 75 70 - 98 20 70 75 - 79 20 00 00 / www.cetef.tg

Togo :

## Dr Sandra Johnson échange avec l'Administrateur du Groupe II de la Banque mondiale

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, a reçu ce lundi 14 octobre 2024, l'Administrateur du Groupe Afrique II de la Banque mondiale dont le Togo, Monsieur Abdou Salam Bello, en fin de mandat.

Cette rencontre, qui intervient en prélude aux prochaines Assemblées annuelles de l'institution prévues du 21 au 28 octobre 2024 à Washington, est axée sur le bilan des activités du bureau de l'Administrateur et la revue des perspectives du partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo.

L'Administrateur du Groupe Afrique II de la Banque mondiale s'est félicité de cette réunion dont les enjeux visent à renforcer la coopération afin de mobiliser plus de ressources pour la mise en œuvre des opérations au Togo.

Monsieur Abdou Salam Bello a salué l'implication du Président de la République dans

le renforcement du partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo, à travers notamment le nouveau Cadre de partenariat 2025-2029 en particulier le Guichet « prévention et résilience » ainsi que les réformes audacieuses opérées par notre pays.

« Le Togo, sous le leadership du Président de la République, est l'un des pays les plus performants en matière de mise en œuvre de programmes et de projets au sein du Groupe de la Banque mondiale. Au cours de ces dernières années, le chef de l'Etat a fait un plaidoyer extrêmement important sur les questions de fragilité, la paix et la sécurité, mais aussi sur les questions de sécurité alimentaire. Il s'est même déplacé à Washington aux Assemblées annuelles pour faire un plaidoyer très fort sur l'investissement et la sécurité alimentaire » a-t-il précisé.

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du



Togo auprès de la Banque mondiale, s'est réjoui de la tenue de cette rencontre, qui traduit la qualité du partenariat entre le Togo et le département de l'Administrateur dont la mission est de porter haut la voix des pays membres à Washington.

Elle a en outre réitéré, au nom du Président de la République, la gratitude du

gouvernement togolais au Groupe de la Banque mondiale pour son engagement aux côtés du Togo dans le cadre des discussions de haut niveau en particulier l'adoption du nouveau cadre de partenariat par les hautes instances de l'institution.

Dans cette dynamique, Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, a salué la forte mobilisation récente des ressources du Groupe de la Banque mondiale et la réforme engagée en vue d'améliorer l'efficacité des interventions de l'institution dans notre pays.

En effet, les réformes engagées ont permis une augmentation substantielle de l'appui du Groupe de la Banque mondiale au Togo. L'engagement total de l'institution en faveur de notre pays s'élève aujourd'hui à 1,21 milliard de dollars US contre 174 millions de dollars US en 2017.

Le Groupe de la Banque mondiale entend aussi soutenir le Togo dans la mise en œuvre du projet Accès au guichet pour la prévention et la résilience pour montant d'environ 315 millions USD.

Ce projet permettra d'accompagner le pays dans la mise œuvre de la stratégie nationale pour le renforcement de la résilience des populations dans le cadre de l'implémentation du Programme d'urgence de la région des Savanes (PUS).

Par ailleurs, de nouvelles opportunités de mobilisation de ressources supplémentaires se profilent avec la mise en œuvre du nouveau cadre de partenariat pays 2025-2029 pour lequel le Groupe de la Banque mondiale envisage de mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars soit plus de 900 milliards de FCFA.

Ce fonds permettra d'appuyer les réformes et les investissements dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, la connectivité et le développement des villes secondaires pour les cinq prochaines années.

Pour rappel, le Cadre de partenariat 2025-2029 est la stratégie qui guidera les actions du Groupe de la Banque mondiale au Togo au cours des cinq prochaines années fiscales pour aider à relever les défis de développement de notre pays, à réduire la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir un développement durable en faveur de la population.

[Source: presidente.gouv.tg](https://source.presidente.gouv.tg)

**OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

**-30%**  
sur le dédouanement  
des véhicules d'occasion  
jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30%  
sur les valeurs des véhicules  
de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 83 14 00  
+228 90 99 41 01

## Primature :

# Eid Moustapha Ahmed prend contact avec le PM Dogbé

Le nouvel ambassadeur d'Égypte, Ahmed Mohamed Eid Moustapha Ahmed, était chez le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, mardi 15 octobre dernier.

Lors des échanges, les relations de coopération entre le Togo et l'Égypte ont été revisitées.

La cheffe du gouvernement et le diplomate égyptien ont discuté des priorités de la feuille de route gouvernementale et le renforcement de la coopération entre les nations togolaise et égyptienne. « Cette visite est pour moi une étape pour concrétiser nos actions et surtout renforcer la relation historique qui a toujours existé entre nos deux pays frères et amis. Nous avons discuté des actions à mener pour renforcer le niveau de nos relations historiques dans plusieurs domaines », a indiqué Ahmed Mohamed Eid Moustapha Ahmed.

La relation entre la Terre de nos aïeux et le pays des Pharaons est au beau fixe. Elle s'explique par d'excellents échanges, dans l'agro-business, la formation et l'économie. La relation Egypte-Togo s'est vue renforcer par la signature de plusieurs accords de partenariat dans les secteurs de l'énergie, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'assainissement et de la culture.

MF



## Le FMI et le Togo :

# Bilan et perspectives d'une coopération stratégique

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par Hans Weisfeld, a séjourné au Togo du 7 au 18 octobre 2024 pour la revue du programme économique appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) d'un montant de 390 millions de dollars. À la clôture de la mission, un bilan des réformes engagées a été dressé ce 17 octobre 2024 lors d'une conférence de presse.

Les échanges entre l'équipe du FMI et les autorités locales ont porté sur l'évolution économique récente, la performance des recettes fiscales et non fiscales, ainsi que les projections économiques à court et moyen terme. Lors de la conférence de presse de clôture, le ministre de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola a salué la franchise et la transparence des discussions et souligné les résultats positifs obtenus dans la mise en œuvre des réformes économiques.

Il en ressort que le Togo, malgré un contexte économique mondial difficile, a maintenu le cap. Selon les prévisions, la croissance du PIB pour 2024 devrait être comprise entre 5,3 % et 6,6 %. L'inflation, quant à elle, continue de diminuer. Par ailleurs, le taux d'endettement du pays reste sous la norme communautaire, confirmant la prudence budgétaire du

gouvernement.

L'un des principaux engagements du Togo, tel que souligné par le ministre, est la réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2025, conformément aux normes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet objectif figure dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CDMT) et s'accompagne d'une volonté de prioriser les dépenses sociales et les projets d'infrastructures contenus dans la feuille de route gouvernementale.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Togo s'appête à renforcer la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales, sans pour autant augmenter la pression fiscale. Le gouvernement prévoit d'améliorer les mécanismes de collecte des impôts et d'élargir l'assiette fiscale par des réformes ciblées, tout en



garantissant une gestion transparente des ressources publiques.

À noter que depuis plusieurs années, le Togo s'est distingué sur la scène africaine grâce aux réformes dans le domaine de la gouvernance économique et pour l'amélioration du climat des affaires. « Nous avons partagé cette expérience avec le FMI en leur indiquant que ces réformes ont permis au Togo d'être classé comme le premier pays réformateur », a souligné le ministre.

Hans Weisfeld, chef de mission du FMI, a félicité le Togo pour la bonne mise en œuvre du programme soutenu par la FEC. Le FMI s'est dit satisfait des progrès réalisés dans la mise en place de réformes structurelles, telles que la création d'un registre unifié des plus démunis et l'adoption de l'identification biométrique, prévues pour être pleinement opérationnelles d'ici 2026.

« Nous avons constaté que la mise en œuvre du

programme se porte très bien, et je crois pouvoir dire en ce moment que nous avons un accord au niveau du service du FMI avec le gouvernement, et j'espère que le conseil d'administration confirmera cet accord le 17 décembre », explique Hans Weisfeld.

En effet, le conseil d'administration du FMI devrait valider ces conclusions d'ici décembre, permettant ainsi le décaissement d'une nouvelle tranche de soutien financier.

**Serge Folly**

# Culture : Vers une collaboration plus inclusive avec les acteurs du secteur

Le ministre en charge de la culture, Yawa Kouigan, a rencontré, le mardi 15 octobre à Lomé, les représentants des fédérations et corporations d'artistes dans une démarche inédite. Cette réunion, la première du genre depuis que le ministère de la culture a été rattaché à celui de la communication et des médias, marque un tournant important dans l'approche de collaboration entre les autorités et les acteurs du secteur culturel.

Cette rencontre visait avant tout à établir un dialogue ouvert et transparent avec les artistes, créateurs et associations culturelles du Togo. Yawa Kouigan a souligné l'importance d'une relation plus inclusive et participative avec les acteurs du secteur, afin de renforcer leur implication dans les processus de décision qui concernent directement leur développement. Les échanges ont permis de dresser un état des lieux des défis auxquels sont confrontés les acteurs culturels, tout en identifiant les pistes de collaboration à explorer pour relever ces défis ensemble.

## Les grandes orientations de la réforme culturelle

Parmi les points essentiels abordés lors de cette rencontre figurent les réformes à venir dans le secteur culturel. La

ministre a présenté les grandes lignes de la stratégie gouvernementale pour renforcer l'appui institutionnel au secteur, avec un accent particulier sur la mise en œuvre du Fonds national de promotion culturelle (FNPC). Ce fonds, qui succède au Fonds d'aide à la culture (FAC), a pour objectif d'offrir un soutien financier plus structuré et adapté aux besoins des artistes, tout en garantissant une gestion plus transparente et équitable des ressources allouées à la promotion culturelle.

L'un des axes prioritaires de la réforme est de créer un environnement propice à l'émergence et à l'épanouissement des artistes, tant au niveau national qu'international. Le ministère entend mettre en place des



mécanismes de soutien plus efficaces pour permettre aux créateurs togolais de s'imposer sur la scène culturelle mondiale. Cela passe par la valorisation des talents locaux, la facilitation des échanges culturels, et le développement d'infrastructures adaptées aux besoins du secteur.

## Des plaidoyers et des concertations à venir

Les représentants des fédérations et corporations artistiques ont profité de cette réunion pour formuler plusieurs plaidoyers, exprimant leurs attentes et préoccupations face aux enjeux du secteur. Parmi les priorités

évoquées : une meilleure organisation des filières artistiques, un cadre juridique plus favorable, et un accès accru aux financements et aux opportunités internationales. Ces propositions seront examinées dans le cadre de concertations futures, avec l'ambition de trouver des solutions communes aux problèmes structurels et organisationnels rencontrés par les artistes.

Cette rencontre marque le début d'une nouvelle ère de collaboration entre les autorités publiques et les acteurs culturels, visant à donner une nouvelle impulsion au secteur. Le dialogue ouvert instauré par la ministre Yawa

Kouigan témoigne d'une volonté claire de dynamiser la scène culturelle togolaise en favorisant un cadre plus inclusif et en consolidant les partenariats entre l'État et les créateurs.

Au-delà des réformes structurelles, cette initiative illustre la volonté du gouvernement de faire de la culture un levier de développement économique et social. Les concertations à venir permettront d'affiner les stratégies et de répondre de manière plus précise aux besoins des différents acteurs du secteur, tout en ouvrant la voie à une reconnaissance accrue de la culture comme un pilier de l'identité nationale et un moteur de croissance.

## Éducation :

# Le gouvernement engage la construction de plus de 250 nouvelles classes

Le gouvernement togolais, à travers le ministère des enseignements primaire et secondaire, a officiellement lancé, ce mardi 14 octobre, la construction de 263 salles de classe réparties dans les sept directions régionales de l'éducation du pays. Ce chantier ambitieux s'inscrit dans le cadre de la seconde phase du Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation (PAQEED), cofinancé par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) et l'Association Internationale de Développement (IDA).

## Une répartition stratégique pour répondre aux besoins éducatifs

Sur les 263 salles de classe à construire, 123 seront dédiées à l'enseignement primaire, répondant aux besoins

croissants d'infrastructures dans les écoles de base. Quant à l'enseignement secondaire, 140 salles seront érigées pour renforcer les infrastructures des collèges. Cette répartition vise à répondre à l'augmentation de la population scolaire et à améliorer les conditions d'apprentissage dans les zones rurales comme urbaines.

Outre les salles de classe, le projet prévoit également la construction de 35 blocs administratifs pour améliorer la gestion des établissements scolaires, et 456 latrines, essentielles pour garantir un cadre hygiénique et sécurisé pour les élèves. L'une des innovations majeures du projet concerne également la fourniture de 7 890 tables-bancs, offrant ainsi un mobilier



scolaire adéquat pour les enfants.

Ces infrastructures permettront de désengorger les classes et d'améliorer la qualité des enseignements. Pour Piyabalo Nabede, directeur de cabinet au ministère des enseignements primaire et secondaire, « l'objectif est d'offrir à chaque enfant togolais un environnement propice à un

apprentissage de qualité ». Il a également insisté sur l'importance de créer des conditions matérielles qui encouragent la rétention scolaire, réduisant ainsi les taux d'abandon.

## Des ambitions à long terme pour l'éducation

La construction de ces nouvelles salles de classe

s'inscrit dans la continuité de la première phase du PAQEED, qui a permis, au cours des dernières années, d'ériger 232 salles de classe, dont 104 pour le primaire et 128 pour le collège. Ce programme de développement éducatif, qui bénéficie du soutien des partenaires internationaux, est un pilier de la stratégie nationale visant à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation au Togo.

L'ambition du gouvernement est claire : d'ici 2025, il prévoit de construire 14 600 salles de classe. Ce plan s'inscrit dans une vision plus large de modernisation du secteur de l'éducation, avec l'espoir de réduire la surcharge des classes, améliorer les résultats académiques et garantir à chaque enfant un parcours scolaire complet.

## Tirage Commun entente 2024 :

# Une édition plus généreuse avec 20 millions à la clé

La Loterie nationale Togolaise (Lonato) a présenté ce mercredi 16 octobre 2024 le nouveau Tirage Commun Entente (TCE). Désormais basé sur le loto 5/90, ce format modernisé vise à offrir des gains plus attractifs et à redynamiser la participation des parieurs, avec des tirages spéciaux du 17 octobre au 7 novembre 2024.

Le TCE, un produit commun aux cinq loteries nationales des Etats membres du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) a longtemps reposé sur le concept de la Tranche Commune Entente, utilisant des tickets à gratter comme support. Mais pour 2024, les organisateurs ont opté pour le loto 5/90.

Pourquoi cette refonte ? « Dans le souci d'innover de proposer des gains plus attractifs à la clientèle que ce nouveau format a été adopté. Les loteries nationales ont voulu quitter le ticket à grattage qui était le jeu support pour prendre cette année un tirage

de loto 5/90 qui sera comme support de jeu », a répondu Justin Amedome, directeur marketing et de l'innovation à la Lonato.

Le mécanisme est simple : à partir du 17 octobre et jusqu'au 7 novembre, chaque joueur doit miser au moins 500 FCFA par ticket lors des quatre tirages du Loto Super dédiés au TCE. Pour augmenter leurs chances, les participants doivent conserver leurs tickets et les présenter pour vérification lors des résultats. Un point crucial : fournir un numéro de téléphone au moment de l'achat pour être contacté directement en cas de gain.

Quatre tirages seront effectués au cours de la période promotionnelle. Chaque tirage désignera un gagnant du Programme Extraordinaire Régional (PER) et neuf gagnants du Programme National Harmonisé (PNH), pour un total de 40 heureux élus.

Le Tirage Commun Entente 2024 est structuré



autour de deux programmes distincts : le Programme National Harmonisé (PNH) et le Programme Extraordinaire Régional (PER). Le PNH, réservé aux gagnants des tirages hebdomadaires, leur permettra de remporter des sommes comprises entre 100

000 et 500 000 FCFA. Le PER, quant à lui, offre des gains allant de 2 à 20 millions de FCFA, avec un grand tirage final. « Cette année, le gros lot est porté à 20 millions de FCFA, contre 10 millions lors des éditions précédentes », précise Justin Amedome.

Le clou de cette campagne se déroulera le 22 novembre 2024, à Cotonou, lors du grand tirage régional. C'est ici que les gagnants du PER de chaque pays membre du Conseil de l'Entente s'affronteront pour les prix les plus prestigieux.

## Trafics illicites de produits sanguins

# Le ministre de la santé annonce des sanctions

L'avidité, la malhonnêteté ont fini par asséner un coup à l'éthique au sein de certaines structures sanitaires. Le ministre de la santé a dénoncé, mardi 15 octobre 2024, des pratiques illégales liées au détournement de produits sanguins au sein de certaines structures sanitaires du pays.

Des trafics illicites orchestrés par des agents de santé véreux constituent une triste réalité constatée de nos jours. Une dénonciation est faite par monsieur le ministre avec la dernière rigueur.

« Les produits sanguins, qui devraient exclusivement servir à sauver des vies, sont malheureusement détournés à des fins mercantiles par certaines structures et agents indélicats », regrette-t-il dans un communiqué officiel.



Il a tenu à rappeler que la gestion et la distribution des produits sanguins sont strictement régies par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Les produits sanguins suivent un circuit délicat. Approvisionnés au niveau du CNTS les produits sanguins proviennent des centres de santé qui les distribuent de

manière nominative aux patients qui sont dans le besoin. Réceptionnés dans les hôpitaux, les produits sanguins sont la propriété exclusive de ceux-ci. Le CNTS n'en est plus propriétaire.

**Le communiqué du ministre de la santé ouvre ainsi la voie à des contrôles stricts**

« Toute structure sanitaire ou tout individu pris en flagrant délit de trafic ou de vente illégale de sang s'expose à des sanctions exemplaires conformément aux dispositions légales », prévient le ministre Tchin Darre.

Notons que depuis 2009, c'est par arrêté ministériel que les prix des produits sanguins sont encadrés. Une poche de concentrés de globules rouges est tarifée à 3 500 FCFA pour les enfants et 6 000 FCFA pour les adultes. Le plasma frais congelé est à 2 000 FCFA, tandis que le concentré standard de plaquettes de 5 unités, est fixé à 10 000 FCFA.

**MF**

## Assemblée Nationale :

# Le nouvel ambassadeur de l'UE reçu au Parlement

Le Président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzè, a reçu en audience ce mercredi 16 octobre 2024 Monsieur Gwilym Ceri Jones, le nouvel Ambassadeur de l'Union Européenne auprès du Togo. La rencontre s'est déroulée au siège de la Représentation et a permis d'aborder plusieurs sujets d'importance pour les deux institutions.

Les discussions ont principalement porté sur le renforcement de la coopération entre l'Assemblée nationale et l'Union Européenne dans des domaines tels que la paix, la sécurité, et le développement économique et social. Un accent particulier a également été mis sur la Constitution de la Vème République, une question centrale pour l'avenir politique du pays.

Monsieur Gwilym Ceri Jones a exprimé sa satisfaction quant à cet entretien, soulignant l'importance d'écouter les préoccupations et les priorités

du Président de l'Assemblée nationale. « Je suis très honoré d'avoir été reçu ce matin par le Président de l'Assemblée nationale. Au-delà du fait d'être ici qui m'honore, c'était aussi l'occasion d'écouter le Président sur les défis, les priorités et les enjeux qu'il souhaite porter. Pour l'Union Européenne, c'était l'occasion d'entendre ces priorités, notamment la paix et la sécurité, le développement économique et social, et toutes les questions autour de la mise en place de la nouvelle Constitution. Comprendre ces enjeux est essentiel pour réfléchir aux actions que nous pouvons entreprendre ensemble », a-t-il déclaré.

Cette visite a également permis à l'Ambassadeur de présenter les perspectives de coopération entre l'Union Européenne et le Togo. « Nous avons un portefeuille de coopération très important ici au Togo,



couvrant de nombreux domaines qui touchent la vie des citoyens. Le Global Gateway est l'un des grands projets phares de l'Union Européenne, visant à combiner investissement public et privé pour maximiser notre impact. Ce projet permettra de développer des infrastructures

durables tout en attirant des investissements privés européens pour créer des emplois et favoriser la croissance ici au Togo », a ajouté le diplomate.

Originaire de nationalité franco-britannique, Gwilym Ceri Jones est diplômé en histoire, droit et politique

internationale. Fort d'une expérience de plus de vingt ans au sein des institutions européennes, il est désormais déterminé à renforcer le partenariat entre l'Union Européenne et le Togo pour le bénéfice des deux parties.

**SNB** SOCIÉTÉ NOUVELLE DE BOISSONS

**Décapsules ta DJAMA et gagnes un lot !**

snb.tg AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE

Togo :

## Des postes de péage à la pointe des innovations technologiques

**A**fin de répondre aux exigences croissantes du trafic et d'améliorer l'expérience des usagers, des innovations significatives ont été introduites sur plusieurs postes de péage. Lors d'une visite de terrain organisée par la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) ce 14 octobre 2024, plusieurs journalistes ont pu constater à la fois les progrès réalisés et les obstacles encore à surmonter.



L'objectif de cette visite sur les sites de Kpomé, Akepé et Davié était d'examiner de près le fonctionnement des postes de péage et leurs équipements afin de mieux informer les citoyens sur ces infrastructures qui jalonnent leurs trajets quotidiens.

Tout d'abord, les caméras de surveillance sont sans doute la plus grande innovation introduite dans les péages togolais ces dernières années. Elles jouent un rôle

important dans la transparence des transactions effectuées par les caissiers. Installées aussi bien à l'intérieur des cabines que sur les voies de passage des véhicules, ces caméras capturent en temps réel chaque action.

« On a détecté les cas de fraudes, c'est pourquoi on a renforcé la sécurité en mettant en place les vidéosurveillances. Si un caissier vole aujourd'hui dans sa

cabine, demain on lui met la main dessus à travers la vidéo-surveillance et on prend les dispositions nécessaires. Depuis que nous avons les caméras, le problème a été solutionné », a tout d'abord confié Yao Kpeto, Chef service des postes d'exploitation et pesage de la SAFER.

Autre innovation aussi importante, celle qui concerne l'introduction progressive des paiements par carte et vignette. Une



solution qui, selon les responsables de la SAFER permet de limiter la dépendance aux espèces et de rendre les transactions plus fluides. Mais, malgré cette innovation, une partie importante du système de péage repose toujours sur les paiements en espèces. Et c'est là que les difficultés se manifestent le plus.

Une grande majorité de conducteurs arrive avec des coupures de grande valeur pour régler de petites sommes. « Vous allez voir quelqu'un venir pour payer 500 francs avec un billet de 10 000 », raconte Yao Kpeto. « Dès qu'on lui dit qu'on n'a pas la monnaie, ou qu'il doit patienter pour qu'on la lui trouve, c'est là que commencent les ennuis. Il n'a pas le temps, il ne veut pas attendre. »

Alors que le problème

continue de persister malgré les sensibilisations, un autre problème se pose également : les agents de la SAFER : les billets sont tachés, déchirés ou tellement usés qu'on ne distingue même plus la valeur. Ces billets endommagés posent un véritable casse-tête pour les agents. La banque refuse de prendre en charge ces billets en mauvais état, ce qui contraint également », s'est indigné le Chef service des postes d'exploitation et pesage de la SAFER.

Ce dernier souhaite que les autorités prennent des mesures pour remédier à ces problèmes. De plus, un appel est lancé aux banques commerciales pour qu'elles cessent de refuser ces billets, afin de faciliter les transactions pour tous les usagers.

*Serge Folly*

## Risques d'inondation :

### Appel des autorités à une vigilance accrue

**C**es derniers jours, de fortes pluies diluviennes ont été enregistrées sur l'ensemble du territoire national. Dans la capitale et ses environs, elles ont entraîné des inondations. Les populations de plusieurs quartiers de Lomé ont les pieds dans l'eau. Aux grands maux, les grands remèdes. Des mesures sont prises par le Gouvernement.

En effet, les agences nationales en charge de la protection civile (ANPC) et de la salubrité publique (ANASAP) sont mises à l'épreuve. Calixte Batossie Madjoulba, ministre en charge de la sécurité et de la protection civile, dans un message publié dimanche 13 octobre, invite les populations à la vigilance, et au respect des consignes édictées par les

services compétents.

De son côté, Mila Aziablé, ministre de l'eau et de l'assainissement, a fait une descente sur le terrain, quelques heures après la pluie qui a arrosé Lomé et ses environs dans la nuit du 12 au 13 octobre. Elle a bravé les eaux pluviales pour accéder à plusieurs quartiers de la capitale afin d'évaluer l'impact des pluies. Son objectif, engager de nouvelles actions urgentes.

Soulignons qu'un numéro vert, le 170, a été rendu opérationnel depuis plusieurs mois par la Protection Civile afin d'alerter les services en cas d'inondations ou de risques dans une zone sinistrée.

**MF**



Règle tes achats dans une

# nouvelle ère de simplicité

Ton application TMoney évolue  
avec de nouvelles fonctionnalités

NOUVEAU



Super App  
**TMoney**

Télécharge ton  
appli TMoney sur



**IBbank** Distributeur Officiel  
Togo  
IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. [togocom.tg](http://togocom.tg)

**L'ÉVEIL**  
de la nation

**Siège :** Agbalépédogan, non loin  
de la Pharmacie vigueur  
Tél : (00228) 22 32 85 95

**Directeur de Publication**  
Sama T. DJOBO

**Rédaction :**  
Biva KPELAFIA  
Sam DJOBO  
Moudjibou FALANA  
Gautier A.  
Serge FOLLY

**Secrétariat :**  
AGBERE Takira  
**Imprimerie :**  
La Colombe  
**Tirage :**  
2 500 exemplaires